



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

orthophonistes

Question écrite n° 96545

## Texte de la question

Sollicité par le Syndicat départemental des orthophonistes de Moselle, M. Patrick Weiten appelle l'attention de Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur la situation actuelle des orthophonistes ainsi que sur leurs préoccupations quant à l'avenir de leur profession. Après la transposition de la formation initiale des orthophonistes à grade Master 2, ces professionnels sont mobilisés pour obtenir la mise en conformité de leur niveau de compétences et de responsabilité avec leur niveau de reconnaissance salariale. En effet, actuellement, les salaires des orthophonistes dans les établissements de soins correspondent à un niveau scandaleux de bac + 2, alors que dès 1965 les études étaient réalisées en 3 années universitaires. Sachant que le 3 juin 2016, une manifestation nationale à Paris et des actions locales sont annoncées, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que l'orthophonie qui est née à l'hôpital ne disparaisse pas de l'hôpital ni de notre système de santé car ce sera la santé publique qui sera atteinte.

## Texte de la réponse

En réponse aux attentes des orthophonistes, l'article 126 de la loi de modernisation de notre système de santé actualise leur champ d'exercice professionnel dont la définition, datant de 1964, était obsolète. Au-delà de l'évolution de leurs missions, en cohérence avec leurs compétences, la loi définit également l'exercice illégal de la profession. Concernant l'exercice hospitalier, il est important de rappeler l'existence du chantier « parcours professionnel, carrière et rémunération » initié par la ministre de la fonction publique. A partir de 2016, un ensemble de mesures indiciaires et une augmentation de la valeur du point d'indice seront mises en œuvre pour l'ensemble des fonctionnaires. Par ailleurs, afin de renforcer l'attractivité des métiers de la rééducation à l'hôpital public, un groupe de travail a été mis en place pour définir les mesures incitatives à l'exercice en zones sous denses ou dans les services prioritaires, favoriser l'exercice mixte ville-hôpital et proposer une grille statutaire spécifique pour les métiers de la rééducation. Ce plan d'action, qui sera élaboré dans le cadre d'un travail conjoint avec les organisations syndicales représentatives de la fonction publique hospitalière, concerne l'ensemble de la filière rééducation de la fonction publique (les orthophonistes, masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens, ergothérapeutes ...). Le cadrage et le calendrier des travaux, validés au niveau interministériel, ont été rappelés aux représentants des professionnels. Il s'agit, au 1er semestre 2016, de définir des mesures incitatives afin de favoriser l'exercice dans les zones déficitaires et de fixer le cadre réglementaire permettant un exercice mixte libéral et hospitalier. Compte tenu de l'avancée des travaux pour ce premier cycle, il a été possible d'engager, dès le 3 juin 2016, la concertation des projets de texte définissant une prime d'engagement pour l'exercice en zone sous dense et les conditions d'un exercice mixte. Au second semestre, la concertation sera engagée afin de construire une nouvelle grille indiciaire spécifique à la filière rééducation pour une mise en œuvre en 2017. La première réunion de ce cycle a pu être avancée au 17 juin 2016.

## Données clés

**Auteur :** [M. Patrick Weiten](#)

**Circonscription :** Moselle (9<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 96545

**Rubrique** : Fonction publique hospitalière

**Ministère interrogé** : Affaires sociales et santé

**Ministère attributaire** : Affaires sociales et santé

Date(s) clé(e)s

**Question publiée au JO le** : [14 juin 2016](#), page 5193

**Réponse publiée au JO le** : [5 juillet 2016](#), page 6225